
Deuxième session, trente et unième Législature

Second Session, Thirty-First Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 35

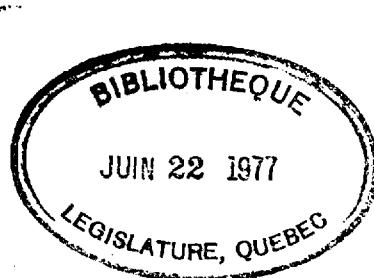
Bill No. 35

Loi modifiant la Loi des
travaux municipaux

An Act to amend the
Municipal Works Act

Première lecture

First reading



M. TARDIF

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1977

Projet de loi n° 35

Loi modifiant la Loi des travaux municipaux

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

I. L'article 6 de la Loi des travaux municipaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 177) est remplacé par le suivant:

«**6.** Peut être déclaré inhabile à exercer une charge municipale pendant cinq ans à compter du jugement de dernière instance:

a) le membre d'un conseil municipal qui, à l'encontre des dispositions de la présente loi, soit verbalement, soit par écrit, par son vote ou tacitement, ordonne des travaux de construction ou d'améliorations ou qui, à cet effet, autorise la corporation à contracter ou contracte au nom de celle-ci;

b) le fonctionnaire d'une corporation qui, en la manière prévue au paragraphe a, déroge aux dispositions de la présente loi.

Quiconque fait l'objet d'un jugement en déclaration d'inhabitabilité en vertu du présent article est également passible, en vertu du même jugement, en plus

Bill No. 35

An Act to amend the Municipal Works Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

I. Section 6 of the Municipal Works Act (Revised Statutes, 1964, chapter 177) is replaced by the following:

6. The following persons may be declared disqualified to hold municipal office for five years from judgment in last instance:

(a) a member of a municipal council who, contrary to the provisions of this act, either verbally, in writing, by his vote or tacitly, orders construction or improvement works to be done or, to that effect, authorizes the corporation to contract or contracts himself on behalf of the latter;

(b) an officer of a corporation who, in the manner contemplated in subparagraph a, contravenes this act.

Every person subject to a judgment declaring him disqualified under this section is also liable, under the same judgment, in addition to costs, to a fine

NOTE EXPLICATIVE

L'article 1 de ce projet édicte des pénalités contre tout membre du conseil et tout fonctionnaire qui prend part à un contrat de travaux illégalement accordé.

EXPLANATORY NOTE

Section 1 of this bill provides penalties for any member of a council or any officer participating in a contract for work illegally granted.

des frais, d'une amende n'excédant pas \$5,000 payable à la corporation.

La poursuite en déclaration d'inhabitabilité s'exerce conformément aux articles 838 à 843 du Code de procédure civile. Tout contribuable peut exercer ce recours. »

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

not exceeding \$5,000, payable to the corporation.

Proceedings in declaration of disqualification shall be taken in conformity with articles 838 to 843 of the Code of Civil Procedure. Such recourse may be exercised by any ratepayer."

2. This act shall come into force on the day of its sanction.